

ble, savoir que le Québec n'appartenait pas aux Québécois, et que les capitaux américains contrôlaient la province de Québec.

Il en est de même au sujet des ressources naturelles. Pour ce qui est du Québec, on se souviendra d'un premier ministre du nom de Duplessis qui donnait le minerai de fer de sa province aux Américains pour un plat de lentilles, suppliant même de le transformer dans des industries secondaires, pour ensuite l'acheter à gros prix.

La politique d'aujourd'hui n'est pas nouvelle, monsieur l'Orateur. Trop longtemps, au Canada, nous avons laissé à d'autres le soin de développer nos propres richesses naturelles, de sorte qu'aujourd'hui, si nous situons le problème de la Home Oil dans son ensemble, nous constatons que la situation est devenue grave. La société Home Oil est une entreprise canadienne en voie de passer aux Américains. Voilà le drame, et il n'est pas nouveau. Lentement mais sûrement, nos dirigeants—si on peut les appeler ainsi, étant donné qu'ils ne dirigent pas grand-chose et que toutes nos matières premières appartiennent aux étrangers—ont laissé ceux-ci s'emparer de nos industries de base.

Ce grand pays qui, un jour, nous a appartenu, ne nous appartient plus. Nous sommes devenus des locataires. On ne demande pas à un locataire de chanter les mérites et les qualités d'une maison qu'il ne possède pas. Voilà la raison pour laquelle je suis énormément étonné du discours de mon préopinant qui chantait les mérites et la fierté d'être Canadien, de l'unité canadienne ou de ce grand pays qu'on décrit dans les livres d'images.

• (9.10 p.m.)

Monsieur l'Orateur, cette politique est stupide, parce que le pays ne nous appartient plus. Il nous a déjà appartenu, mais, aujourd'hui, il appartient aux étrangers.

Monsieur l'Orateur, il n'est pas étonnant que les Canadiens n'éprouvent vraiment aucune fierté d'être Canadiens, car tout ce qu'ils connaissent, au Canada, ce sont des taxes et des impôts. Le lot qui leur échoit consiste à se faire bousculer par le gouvernement qui, volontairement et sciemment, a cédé «pour un plat de lentilles,» le Canada aux États-Unis.

Monsieur l'Orateur, je citerai des chiffres précis, tout en faisant remarquer que depuis leur publication, en 1967, la situation a empiré.

Dans l'industrie des eaux gazeuses, 26 p. 100 de la propriété était étrangère et 14 p. 100 du contrôle l'était également.

L'industrie du caoutchouc au Canada était à 88 p. 100 de propriété étrangère et à 99 p. 100 de contrôle étranger.

«Le ministre du sourire, Jean-Luc Pepin» se vante que nous avons une industrie textile canadienne mais, monsieur l'Orateur, il a été un de ceux qui ont «donné» cette industrie, puisque 24 p. 100 des actions sont propriété étrangère et 23 p. 100 du contrôle est étranger.

Dans l'industrie des pâtes et papiers, 51 p. 100 des actions sont propriété étrangère et 46 p. 100 du contrôle est étranger.

Dans l'industrie des machines agricoles, 47 p. 100 des actions sont propriété étrangère et 54 p. 100 du contrôle est étranger.

Dans l'industrie de l'automobile, 90 p. 100 des actions sont propriété étrangère et 97 p. 100 du contrôle est étranger.

Dans l'industrie de l'équipement de transport, 58 p. 100 des actions sont propriété étrangère et 71 p. 100 du contrôle est étranger.

Il en est de même pour l'industrie des appareils électriques, du fer et de l'acier, du pétrole du gaz naturel et de l'industrie minière.

Quant à l'industrie du pétrole et du gaz naturel, 87 p. 100 des actions sont propriété étrangère.

J'ai eu connaissance, il y a un instant, d'un différend entre le ministre des Pêches et Forêts (M. Davis) et l'honorable député de Calgary-North (M. Woolliams), qui se lançaient la balle en disant: Lequel d'entre nous a vendu les intérêts canadiens aux étrangers, à cause de son inertie?

Monsieur l'Orateur, les chiffres que je viens de citer n'ont rien de réjouissant. Je me souviens que durant les campagnes électorales de 1957 et 1958, le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) parcourait le pays en proclamant de façon dramatique, et à grands coups de «galoches pathétiques»: Le Canada aux Canadiens! Tout cela pour s'assurer des votes, bien entendu!

Or, de 1957 à 1961, durant l'administration conservatrice, la propriété étrangère s'est accrue de 54 à 56 p. 100, et le contrôle étranger de 61 à 64 p. 100.

Les libéraux trouveront peut-être cela drôle, car cela fait leur affaire, mais ils détiennent eux-mêmes le pouvoir à Ottawa de 1935 à 1957. Ont-ils été plus canadiens que les conservateurs? Ils auront beau dire qu'ils ont réalisé l'unité du pays, qu'ils ont été les seuls à le faire, mais il n'en demeure pas moins vrai qu'ils en ont été les «maquignons». Les libéraux ont été les premiers responsables de la mainmise américaine sur notre économie. Quand je les vois aujourd'hui pleurer et s'excuser, j'ai l'impression de voir couler des larmes de crocodile. Leurs lamentations me font penser à des brebis bêlantes, heureuses d'être tondues par les Américains, et qui ne peuvent que répéter «mê... mê... mê...».

En 1935, 37 p. 100 de notre économie appartenait aux étrangers, de même que 45 p. 100 de notre industrie minière. Après 20 ans d'administration libérale, au nom du fameux libéralisme économique, on a jeté hors du parti des hommes comme l'honorable Walter Gordon, qui prônait une politique nationaliste économique, parce que, disait-on, cela dérange nos vues. Pourtant, cet homme était un Canadien. On a préféré vendre des Canadiens aux États-Unis au lieu de conserver des Canadiens dans le parti libéral.

Après 20 ans d'administration libérale, les étrangers contrôlaient plus de 56 p. 100 de nos industries. Au fait, 80 p. 100 des capitaux qui nous contrôlent sont américains. C'est peu dire.

On peut prévoir d'ores et déjà que d'éloquents ministériels prononceront des discours grandiloquents, pour ne rien dire. On continuera quand même à tolérer la situation, et la Home Oil passera aux mains des Américains. Pourquoi? Parce que le gouvernement canadien n'a pas de politique économique nationale, parce qu'il décourage l'investissement de capitaux canadiens, parce qu'il présente des Livres blancs, comme celui sur la fiscalité, par exemple, ce qui décourage les Canadiens à investir leurs profits dans l'économie canadienne.

On veut taxer et décourager les Canadiens. La Home Oil passera aux mains des Américains parce que ce gouvernement est à la solde des Américains au lieu d'être au service du peuple canadien. La Home Oil passera aux